

« Je ne vois pas comment les États-Unis vont pouvoir continuer à s'isoler comme cela sans en voir les conséquences, ils vont peut-être continuer ainsi pendant un certain temps mais plus tard les conséquences diplomatiques, peut-être économiques, mais surtout en terme de réputation internationale seront trop lourdes. »

Nous avons eu le privilège de recevoir, mercredi 15 novembre 2017, Catharine DAMRON, doctorante au centre de recherches internationales de Science-Po, dont la thèse porte sur la politique étrangère menée par les États-Unis entre 2001 et fin 2016 vis-à-vis de l'Iran. S'interrogeant en particulier sur la représentation américaine de l'ennemi, elle a en premier lieu réalisé un exposé dont le sujet était « *La politique américaine avec le Moyen-Orient au XXI<sup>e</sup> siècle : à l'heure de la guerre contre la terreur, l'ennemi de mon ennemi est-il mon ami?* » puis a répondu à nos questions.

Catharine Damron s'intéresse à la fabrique de la politique étrangère menée par les États-Unis en Iran depuis 2001 à fin 2016, soit sous les présidences de George W. Bush et d'Obama. Elle nous a proposé son hypothèse que l'image de l'Iran en tant qu'ennemi soit en partie le résultat d'un processus entamé de manière consciente de la part de certains groupes du gouvernement américain et qu'elle résulte à la fois d'un mécanisme décisionnel mais aussi du débat public. L'intérêt de l'intervenante se porte principalement sur l'étude des perceptions de l'ennemi, c'est-à-dire de la façon dont les décideurs américains voient les autres pays, en particulier ceux du Moyen-Orient, et la représentation que les acteurs américains (au sens de ceux qui jouent un rôle important dans la politique) en ont. Cette distinction entre ennemi et ami fait souvent penser aux travaux de Carl Schmitt et de son argument que la distinction ami-ennemi soit structurante dans la politique. Néanmoins, si le sens du mot « ami » donné par Catharine Damron dans le cadre de son intervention est simplement celui d'« allié », celui de « l'ennemi » est plus complexe : il peut s'agir d'un adversaire stratégique, mais aussi d'un ennemi existentiel, voire les deux. Quand George W. Bush parle des pays comme l'Iran dans le contexte d'une guerre contre la « terreur », l'Iran apparaît plutôt comme un ennemi existentiel. En outre, cette « guerre contre la terreur » semble s'être arrêtée sous la présidence d'Obama, « du moins ce terme n'est plus employé », a précisé la doctorante. Pour mener ses recherches sur le sujet, la jeune femme a réalisé environ 70 entretiens, d'Américains mais aussi de certains chercheurs iraniens aux États-Unis. L'étude des mémos échangés entre les membres du Cabinet et le Président et entre différents administrateurs, ainsi que des rapports officiels et des articles de journaux, s'est également révélée essentielle pour cerner la vision des acteurs américains dans la période étudiée. C'est en mettant tous ces éléments en relation qu'elle a pu nous présenter sa réponse à la question « à l'heure de la guerre contre la terreur, l'ennemi de mon ennemi est-il mon ami? ».

Avant tout de chose, il faut s'intéresser au contexte historique. Les États-Unis n'ont pas énormément d'influence au Moyen-Orient avant les années 1950. En effet, beaucoup de pays du croissant fertile sont d'anciennes colonies de pays européens (par exemple l'Irak et le Qatar faisaient partie de l'Empire britannique). Néanmoins, déjà en février 1945 les États-Unis s'engagent à protéger l'Arabie Saoudite (pacte Quincy). De plus, en 1953 l'implication politique des États-Unis dans cette partie du monde commence à prendre une nouvelle ampleur : la CIA aide le MI6 à renverser le Premier Ministre iranien. Ainsi, c'est depuis la Seconde Guerre mondiale que le Moyen-Orient présente un intérêt stratégique pour les États-Unis.

Cette perception de certains acteurs au Moyen-Orient, et en particulier de l'Iran, en tant qu'ennemi existentiel, repose en partie sur le fait que certains décideurs américains étaient impliqués dans la Guerre du Golfe ou commençaient leurs carrières diplomatiques, bureaucratiques, ou militaires lors de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran (444 jours), suite à la « Révolution islamique » en Iran qui rebaptisa le pays « la République islamique d'Iran ». Depuis les années 2000, elle repose également, dans une certaine mesure, sur la pensée néoconservatrice dont un élément est l'idée que tout régime qui n'est pas démocratique serait plus propice à faire la guerre. Mais c'est

avec les attentats du World Trade Center le 11 Septembre 2001 que les relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient se détériorent fortement : les États-Unis perçoivent désormais le Moyen-Orient à travers le prisme du terrorisme. L'on parlait déjà des « États voyous » à l'époque de l'administration Reagan, moment auquel une liste de huit pays, dont cinq pays moyen-orientaux, fut établie (ils étaient au nombre de sept en 2001). En effet, bien que des mémos de Juin 2001 du Secrétaire de la Défense présentent plusieurs scénarios stratégiques possibles qui pourraient se produire dans plusieurs régions du monde dans les années à venir (une guerre autour des armes de destruction massive par exemple), personne ne pense à un attentat commis sur le sol américain. Cette agression sur le sol américain, dont de nombreuses personnes gardent un souvenir très précis (on s'en rend compte quand on interroge les Américains), reste une référence très importante pour expliquer la vision américaine du Moyen-Orient les années suivantes. Ainsi, les États-Unis interviennent dès octobre 2001 en Afghanistan pour éradiquer l'organisation terroriste Al-Qaïda. A la conférence de Bonn en décembre 2001, l'Iran s'avère très utile pour la reconstruction de l'Afghanistan. De plus, Al-Qaïda est également leur ennemi. Il semble alors que le principe de « l'ennemi de mon ami est mon ami » soit étudié à ce moment. Néanmoins, lors du discours sur l'état de l'union en janvier 2002, George W. Bush inclut l'Iran dans « l'Axe du Mal », ce qui surprend l'Iran et la rend très mécontente. Du côté américain se forge alors, selon une autre hypothèse de Catharine Damron, une distinction entre deux types de décideurs : d'un côté, les décideurs qui croient vraiment au Mal existentiel (ex : le Vice-Président) et de l'autre, les décideurs qui pensent de manière clinique, pratique, stratégique, et qui auraient une autre définition de l'ennemi. Un an plus tard, en 2003, les États-Unis interviennent en Irak. Même si ce pays est l'ennemi de l'Iran, les relations américano-iraniennes ne s'améliorent pas. Le programme nucléaire iranien qui prend de plus en plus d'ampleur inquiète alors fortement les États-Unis.

En 2006, un réexamen de la distinction ami-ennemi est opéré. En effet, la secrétaire d'État, ayant fait le constat qu'il y avait un manque relatif d'informations concernant l'Iran, met en place un programme pour former le département d'État à la culture iranienne et à la langue persane (parlée en Iran), et réussit à inclure les États-Unis dans les négociations multilatérales (qui auparavant avaient lieu entre trois pays européens – la France, la Grande-Bretagne, et l'Allemagne) et l'Iran – sur le programme nucléaire iranien. La vision de l'Iran commence alors à changer.

Dans son programme de campagne, Obama souhaite développer davantage les négociations avec l'Iran. Durant son premier mandat, il décide de retirer les troupes américaines d'Irak, de réduire le nombre de troupes en Afghanistan et de s'éloigner de la désignation de « Guerre contre la terreur ». En effet, la pertinence de cette guerre est réévaluée. Les États-Unis pratiquent alors ce qu'on appelle le « pivot » : le pays se concentre désormais sur l'Asie, son concurrent grandissant. Obama veut modifier non seulement la perception de l'Iran des décideurs américains mais aussi celle du public américain. En effet, lorsque l'on regarde les sondages de cette époque demandant aux Américains quelle est la plus grande menace pour le pays, l'Iran est souvent en tête. Obama montre alors l'exemple en changeant de ton avec l'Iran et privilégiant la voie diplomatique pour régler la question du programme nucléaire iranien. Les négociations aboutissent alors le 14 juillet 2015 à un accord entre les pays du « P5+1 » et l'Iran.

Néanmoins, le président rencontre de nombreuses contestations. Certains *think tanks* et certains décideurs davantage conservateurs sont contre l'accord ; certains d'entre eux s'attachent aux principes néoconservateurs, en particulier l'idée que les pays non-démocratiques sont plus enclins à faire la guerre, et que tout pays non démocratique nécessite donc l'intervention des États-Unis. Or l'Iran, à leurs yeux, n'est pas une démocratie. De plus, les membres du Congrès, qui ont une très grande place dans la politique étrangère américaine, sont difficiles à convaincre. C'est par ailleurs eux qui valident le texte final de l'accord sur le programme nucléaire iranien. Néanmoins, Obama est soutenu par la plupart des membres du parti Démocrate et par des experts et chercheurs qui soutiennent la diplomatie avec l'Iran.

Selon Catharine Damron, l'un des résultats de ce processus est que la politique américaine envers l'Iran et le Moyen-Orient est devenue plus politisée. Ainsi, dans les deux dernières années de l'administration Obama, un clivage politique s'est produit autour de la question de l'Iran. Malgré

tout, un réexamen de l'ennemi a été fait, mettant à jour un nouveau cadre perceptuel, grâce en partie à plus de contact avec l'Iran. Néanmoins, cette nouvelle vision n'est pas commune à tous les Américains. L'intervenante a conclu avec quelques pistes de réflexion, dont la première était que les perceptions américaines du Moyen-Orient pourraient être liées, en partie, à la position géographique des États-Unis. Ils n'ont pas beaucoup de voisins et sont en quelque sorte isolés, ce qui a un impact sur la façon de voir d'autres régions du monde. Cela pourrait contribuer à la perception du Moyen-Orient comme l'*Autre*.

Pour conclure son exposé, la doctorante nous a parlé de Trump, même si son début de mandat n'entre pas dans les limites temporelles de sa thèse (2001- fin 2016). En guise d'ouverture, elle a émis l'hypothèse que Trump aurait remis au goût du jour le mythe des hommes forts qui détiennent le pouvoir au Moyen-Orient. De plus, le nouveau président perçoit l'Iran comme un ennemi très pertinent, remettant en cause le rapprochement américano-iranien de ces dernières années.

## INTERVIEW

### 1. A propos des USA et de l'Iran (= son sujet de thèse) :

**Ambre et Camille : La diaspora iranienne aux États-Unis joue-t-elle un rôle actif dans les rapports entre les deux pays ?**

Catharine DAMRON : La diaspora iranienne la plus importante du monde se trouve aux États-Unis, plus précisément à Los Angeles, j'ai eu l'occasion de la visiter c'est vraiment intéressant! Alors effectivement je dirais oui et non. D'un côté il y a énormément d'Irano-américains, qui sont très engagés politiquement et il y a des groupes/organisations par exemple comme le « National Iranian American Council » qui est une association à but non lucratif américaine qui œuvre pour plus de dialogue entre les gouvernements de l'Iran et des États-Unis et surtout entre les citoyens des deux pays; il promeut un dialogue tout en parlant des problématiques des droits de l'Homme en Iran. Il y a donc des groupes comme celui-ci, mais aussi des associations qui font la même chose, certaines d'entre elles, comme par exemple l'American Iranian Council, sont menées par d'anciens diplomates de carrière qui sont à la retraite maintenant. Il y a un échange entre certains anciens décideurs américains qui veulent voir plus de dialogue entre les deux pays et ces personnes d'origine Iranienne ou américaine qui veulent voir la même chose, donc il y a vraiment une sorte d'alliance. Et de l'autre côté il y a aussi beaucoup d'Irano-américains qui diraient qu'ils ne se sentent pas politisés ni impliqués dans la question de la relation entre les deux pays et considèrent que ce n'est pas leur affaire. Effectivement je pense que c'est en train de changer après tout ces « Travel Bans ». Mais oui il y a des Irano-américains qui sont très engagés qui sont parfois consultés par les administrations par les acteurs des départements d'État mais surtout autour des négociations. Donc ils peuvent jouer un rôle selon les intérêts de l'administration, certaines personnes que j'ai pu interroger m'ont indiqué que ces acteurs étaient moins consultés pendant l'administration Bush, et pendant celle d'Obama un peu plus.

**Ambre et Camille : Comment expliquer l'agressivité actuelle de Trump sur la question du nucléaire iranien ?**

Catharine DAMRON : Je pense que d'un côté cela vient vraiment de sa base, dans l'establishment républicain, c'est surtout la ligne des républicains aux États-Unis d'être contre cet accord, de le dénoncer et de dire que c'est une énorme perte pour la position américaine dans le monde. C'est devenu la position officielle de beaucoup de républicains, ce sont des personnes qui jusqu'à présent soutiennent Donald Trump. Lui personnellement, je ne pourrai pas vous dire ce qu'il pense vraiment, mais je pense qu'il y a plusieurs influences qui sont en tension les unes avec les autres au sein de l'administration Trump. L'un de ces courant de pensée est l'idée selon laquelle les États-Unis doivent plus s'affirmer dans le monde, que l'administration Obama était trop en retrait et c'est pour

cela que nous avons eu les conflits en Syrie, l'avènement de l'État Islamique, ils doivent reprendre leur place comme garant d'un certain ordre international.

## 2. A propos des USA et du Proche et Moyen-Orient (= thème de son intervention) :

### **Ambre et Camille : Que penser de la politique migratoire (visas) des USA à l'égard des pays musulmans ?**

Catharine DAMRON : Je pense que ce sont les développements récents de la mise en application partielle de la loi sur l'interdiction de l'immigration. Je vois ceci plutôt comme une concession à un certain camp aux États-Unis, une partie de la base de Donald Trump, c'est quelque chose que certains hommes politiques et personnes influentes ont réclamés depuis un certain temps. Mais aussi parce que c'est devenu un sujet très politisé, donc mon avis personnel est que ce n'est pas toujours décidé en fonction de vraies menaces sur les intérêts sécuritaires américains mais plutôt selon la manière dont cela va être perçu par le public américain ; ce que personnellement je regrette car cela serait mieux d'avoir une politique vraiment basée sur une étude des menaces potentielles aux intérêts américains, je ne suis pas convaincue que cela soit le cas pour ces politiques récentes.

### **Ambre et Camille : Les États-Unis sont-ils toujours un soutien inconditionnel d'Israël au Proche-Orient ?**

Catharine DAMRON : Le soutien des États-Unis à l'État d'Israël date du fondement de ce dernier en 1948. Cela va avoir un impact sur les relations qu'entretiennent les États-Unis avec les autres pays dans la région. Et certains décideurs m'ont dit que tant que l'Iran ne change pas de ton à l'égard d'Israël, la politique américaine envers l'Iran ne pourra jamais changer, donc oui c'est assez central pour ces décideurs.

### **Ambre et Camille : La Turquie a longtemps été un allié de premier plan des USA. Qu'en est-il aujourd'hui ?**

Catharine DAMRON : Les actions récentes d'Erdogan n'ont pas trop perturbé Trump au contraire, celui-ci a même dit des choses assez positives à son égard. Les relations entre les deux dirigeants ne sont pas hostiles, c'est vrai que de manière plus générale les relations entre les États-Unis et la Turquie ont changé un peu depuis l'arrivée d'Erdogan au pouvoir ; avant ils étaient vraiment des alliés très proches. Pendant l'administration d'Obama il me semble que l'on était en train de réexaminer cette amitié avec la Turquie mais pas de manière radicale. A la lumière de ce qu'il se passe en Turquie au niveau des droits de l'homme, faudrait-il agir ?... Pour l'administration Trump la Turquie reste un allié, et restera un allié, à mon avis.

### **Ambre et Camille : Que dire des relations entre les États-Unis et les pays d'Asie centrale (ex Ouzbékistan - terrorisme) ?**

Catharine DAMRON : Ce sont pour la plupart des pays qui faisaient partie de l'ancienne Union Soviétique, donc des pays qui restent à mon sens des pays dans la sphère d'influence de la Russie actuelle. Les États-Unis ne sont pas désintéressés par ce pays mais je pense qu'ils ne les considèrent pas comme étant dans leur sphère d'influence. En ce qui concerne la Géorgie, cas que je connais un peu mieux que celui de l'Ouzbékistan (n'étant pas moi-même experte de l'Asie centrale), qui fait pour certains partie de l'Asie centrale, pour d'autres de l'Europe, je sais que de leur côté la perception des États-Unis est très positive, mais personnellement, j'ai l'impression qu'ils préféreraient être dans la sphère d'influence des États-Unis que dans celle de la Russie.

## 3. A propos du Moyen-Orient :

**Ambre et Camille : Le Qatar a été ciblé et écarté par ses voisins du Golfe persique cette année. Pourquoi et où en sommes-nous aujourd'hui ?**

Catharine DAMRON : Je vois un lien entre cet événement et ce qui est entrain de se passer avec l'Arabie Saoudite et la guerre au Yémen. Je pense que tout ceci fait partie d'une affirmation de l'hégémonie de l'Arabie Saoudite dans la région. Elle est en train de décider qui sont vraiment ses alliés et ses ennemis, et ce qui s'est passé au Qatar s'inscrit dans cette idée là. Mais la question la plus intéressante est le pourquoi de ces prises de position très fermes et de ces incitations au conflit dans le golfe Persique.

**Ambre et Camille : Y aura-t-il un jour un État kurde ? Les États-Unis ont-ils une position claire sur cette question ?**

Catharine DAMRON : C'est possible, et je ne pense pas que cela serait la première fois qu'on verrait un État émerger comme cela. Et ce serait vraiment intéressant car les États que sont la Syrie, l'Irak et le Liban ont été en grande partie créés par la Grande-Bretagne et par la France entre 1918 et les années 1920. Voir un État kurde émerger de façon spontanée par la volonté des personnes qui habitent là serait perturbant pour les pays qui ont des territoires qui appartiendraient au Kurdistan, pour l'Irak cela poserait un vrai problème. Oui, je pense que c'est possible et que ce serait intéressant de voir cela à la lumière de l'histoire du Moyen-Orient ; cela pourrait créer des troubles, ce ne serait pas pacifique parce que l'Irak, l'Iran et la Turquie ne voudraient pas céder des territoires au Kurdistan. Il me semble que les États-Unis seraient plutôt contre un État kurde, car cela poserait des problèmes pour la Turquie avec qui ils sont alliés. La politique en générale des États-Unis envers la création d'un État kurde serait très prudente, et à mon avis personnel, elle serait en grande partie liée à l'implication américaine en Irak. Les États-Unis ont participé activement à la construction de l'État Irakien, or de voir une entité politique qui puisse poser un problème à cet État les rendraient prudents.

**Ambre et Camille : Est-on déjà en train de préparer l'après-État Islamique ? Si oui, qui et avec quelles orientations ?**

Catharine DAMRON : Nous sommes en train de préparer un après-État Islamique depuis que ce dernier est devenu un vrai problème ; à mon avis, on a pensé qu'on allait les vaincre assez rapidement et cela ne s'est pas produit. Je ne sais pas ce qu'ils en pensent à la Maison Blanche mais si j'y étais à leur place, je penserais à la possibilité de la création d'autres groupes, et à voir tout cela comme une continuation d'Al-Qaïda. L'État Islamique s'inscrit dans une vraie continuité et je verrais tout cela comme un seul phénomène. Pour moi il y aura toujours quelque chose qui ressemblera à l'État Islamique mais il faudrait s'y préparer plus par des moyens diplomatiques que militaires.

4. A propos de la politique étrangère des USA :

**Ambre et Camille : Croyez-vous à ce qu'on appelle la « Madman Theory » selon laquelle Trump, à l'image de Nixon pendant la guerre froide, n'est pas du tout irrationnel ou « fou » comme le disent les médias mais cache bien son jeu ?**

Catharine DAMRON : Je pense qu'il faut garder en tête cette possibilité, on ne sait pas comment les gens pensent, on peut leur poser des questions qui peuvent nous donner des idées de la façon dont ils pensent mais on ne peut jamais se mettre dans la tête de quelqu'un d'autre. On essaye quand on étudie les perceptions des décideurs, mais c'est en parlant directement avec eux que l'on peut savoir ; et n'ayant pas parlé directement avec Donald Trump, je ne sais pas ce qu'il pense. Mais

c'est tout à fait possible et il ne faut pas écarter cette possibilité. Il faut tenir compte du fait que les récits se construisent très facilement dans les médias et les journaux : c'est pour cela que j'ai toujours essayé d'avoir une très grande variété dans mes sources d'informations, car on ne trouve pas toujours les mêmes récits. Les journaux américains sont assez différents des journaux francophones, donc oui peut-être que ce n'est qu'une construction médiatique. Cette idée d'un fou à la Maison Blanche est plausible mais il faut voir d'où on la tire.

**Ambre et Camille : Et dans ce cas vous semble-t-il y avoir un fil conducteur, une «ligne Trump» dans l'actuelle politique étrangère des USA ?**

Catharine DAMRON : Oui et non, il y a certaines positions où il a vraiment pris le contre pied de Barack Obama sur le climat, à l'égard de l'Iran, de la Corée du Nord. Obama a toujours entretenu l'idée de rouvrir le dialogue avec la Corée du Nord. Donald Trump a dans l'un de ses tweets écarté la possibilité, peut-être a-t-il changé d'avis depuis ? Mais oui dans beaucoup de cas, il essaye de définir une nouvelle ligne, ce qu'est cette ligne, quel est le raisonnement de cette nouvelle ligne, cela à l'air de changer selon les cas, par exemple pour l'accord du climat c'est dans la politique de « America First » donc il ne va pas s'engager dans des accords multilatéraux qui imposent des restrictions et des limites sur la politique énergétique américaine. Pour l'Iran, il me semble qu'il veut prendre une position plus dure avec les « États-voyous » parce qu'il voit toujours les États-Unis comme les gendarmes internationaux et dans une certaine mesure, cela vaut pour la Corée du Nord. Donc il y a une ligne Trump qui change selon la situation.

**Ambre et Camille : Sans être prophète, avez-vous une idée de ce que sera la politique étrangère des USA d'ici 2020 ?**

Catharine DAMRON : Il me semble que dans certaines questions, comme celle de l'accord de Paris sur le climat, et aussi celle sur le programme nucléaire Iranien, les États-Unis sont en train de s'isoler et de se séparer des positions des autres pays. Je me demande quelles conséquences cette isolation va avoir sur les États-Unis et comment et jusqu'à quand ils vont pouvoir la continuer. En effet, jusqu'à présent, l'administration Trump a pris des décisions assez unilatérales, et la communauté internationale a dit très clairement que cela ne lui convenait pas, et que sur certaines questions les pays allaient continuer à travailler sans les États-Unis. Je ne vois pas comment les États-Unis vont pouvoir continuer à s'isoler comme cela sans en voir les conséquences, ils vont peut-être continuer de cette manière pendant un certain temps mais plus tard les conséquences diplomatiques, peut-être économiques, mais surtout en terme de réputation internationale seront trop lourdes.

5. A propos de son cursus :

**Ambre et Camille : Pourquoi avez-vous choisi cette thèse ? En fonction de quels éléments choisit-on une thèse ?**

Catharine DAMRON : J'ai choisi ce sujet car j'ai fait un diplôme en langue et civilisation persanes à l'INALCO à Paris de 2012 à 2015, donc je m'intéressais à l'Iran et à son histoire. C'est donc au cours de cette formation que j'ai choisi de m'intéresser plus aux relations Irano-américaines, étant moi-même américaine ; j'ai voulu savoir pourquoi il y avait cette animosité alors que pour certains ces deux pays ont des intérêts stratégiques en commun. Étant toujours étudiante à l'INALCO, je me suis portée candidate pour un Master en Relations Internationales à Sciences Po, et j'ai été acceptée. Pour ce Master j'ai dû faire une enquête de terrain et écrire un travail original de recherche qui contribuait au champ d'étude. J'ai donc écrit sur ce sujet, plus précisément sur la conclusion du plan global d'action conjoint. Au cours de la rédaction de ce mémoire, j'avais mon diplôme de persan en poche et j'ai rencontré plein de personnes aux États-Unis qui étaient fascinantes et avec qui je

voulais travailler plus, donc pour préparer un projet de thèse, j'ai élargi la période que j'étudiais à quinze ans. Cela ne paraît peut-être pas très grand mais la période de deux ans était largement suffisante pour un mémoire de 100 pages (*rires*). J'ai aussi élargi le volume d'acteurs que j'étudiais et je me suis posée des questions plus larges. Cela venait donc d'un intérêt pour ce pays et puis d'un désir de comprendre d'où venaient certaines caractéristiques de la relation entre les deux pays. Mais cela n'est pas une chose à laquelle j'avais beaucoup réfléchi, c'est venu de manière assez naturelle...

**Ambre et Camille : N'est-il pas difficile de faire une thèse avec un sujet d'actualité, sachant qu'il y constamment de nouvelles données à prendre en compte ?**

Catharine DAMRON : C'est moins le cas pour ma thèse que ça ne l'était pour mon mémoire. Quand je travaillais sur mon mémoire de Master, je travaillais vraiment sur l'actualité, sur ce qui était entrain de se passer au jour le jour. Je passais beaucoup de temps à trier les articles, à lire beaucoup de journaux, c'était vraiment passionnant mais ce n'était pas facile du point de vue de la construction de mon objet de recherche puisque l'actualité pouvait le changer. D'ailleurs, le cœur de mon sujet a changé après quelques mois. Pour la thèse, c'est plus simple car officiellement je m'arrête en 2016, donc je ne cours pas autant après les unes de l'actualité, mais je les prends en compte pour les questions que je me pose à la lumière des périodes précédentes. Cela fera partie de mon travail mais surtout en ouverture.

**Ambre et Camille : Combien de temps va encore durer votre thèse (si elle n'est pas déjà finie) ?**

Catharine DAMRON : J'ai encore deux ans, je viens de terminer la première année. A Sciences Po, la première année, on travaille sur l'articulation du sujet et on lit énormément, on fait un peu de travail contextuel et la deuxième année on fait des recherches, des enquêtes de terrain (j'ai passé deux mois aux États-Unis et j'y vais le semestre prochain), après on rédige la dissertation en elle même ; donc tout cela prend au moins 3 ans.

**Ambre et Camille : Comment se déroule concrètement un doctorat ? Recommanderiez-vous cette voie ?**

Catharine DAMRON : Les doctorats varient énormément, cela dépend de la discipline que vous choisissez si vous voulez vraiment en faire un. Pour le doctorat en sciences politique que je fais actuellement je me dis qu'on commence par construire le sujet, après on fait les recherches, puis on rédige. C'est un travail qui demande énormément de discipline et une capacité à travailler seul. Si vous aimez travailler seul en définissant vous-même vos objectifs c'est génial car vous pouvez définir exactement ce que vous pouvez faire et vous plonger dans des sujets qui vous passionnent. Néanmoins, c'est très difficile pour des personnes qui ont besoin de retours très réguliers ou qui préfèrent travailler en équipe (même si quelques doctorats se font en équipes selon la discipline). Cela dépend donc vraiment de votre personnalité et de si vous aimez vous plonger dans une matière en vous définissant vous même vos objectifs et vous y tenir. Pour bien réussir une thèse il faut être entreprenant, prendre des initiatives et savoir quelle est votre « marque » c'est à dire savoir comment vous travaillez, etc.

**Ambre et Camille : Êtes-vous allée dans un autre pays, en particulier au Moyen-Orient, afin d'avancer votre thèse ?**

Catharine DAMRON : Malheureusement je n'ai pas pu aller en Iran pour ma thèse, j'aurais bien aimé mais j'ai décidé de me concentrer sur le coté américain, sur les décideurs américains. De plus, je parle persan mais pas parfaitement et l'on m'a dit que cela serait difficile de faire des recherches sur l'Iran sans maîtriser parfaitement la langue. Aussi, dès que j'ai commencé à travailler sur la

politique étrangère américaine, les personnes que je connaissais, qui ont voyagé en Iran m'ont dit que cela serait compliqué d'aller en Iran, même avec un visa de touriste, en tant que citoyenne américaine qui travaille sur la politique américain envers l'Iran. Malheureusement, je n'y suis pas allée et j'aimerais vraiment m'y rendre car j'ai étudié la langue et la civilisation persanes pendant trois ans, mais dans le climat politique actuel et parce que je suis en train de devenir spécialiste de la politique étrangère américaine, je pense que ce n'est pas le bon moment. Mais j'espère vraiment pouvoir y aller pour d'autres recherches.

**Ambre et Camille : Quelles sont vos perspectives personnelles post-doctorat ?**

Catharine DAMRON : J'aime beaucoup la recherche, j'aime beaucoup me plonger dans certaines matières. J'aime aussi beaucoup l'enseignement, j'ai d'ailleurs enseigné à Sciences Po le semestre dernier. J'envisage soit de continuer dans la recherche et l'enseignement, soit de travailler ou d'intégrer un institut de recherche comme un *think tank* à Paris ou ailleurs. En effet, c'est très intéressant comme perspective professionnelle aussi d'être dans la position de consultante : on fait de la recherche qui peut avoir un impact sur la politique. Mais je n'essaye pas pour l'instant d'intégrer la diplomatie américaine, car je préfère plus l'étudier qu'en faire partie !

Nous remercions monsieur Rubellin pour avoir organisé cette intervention et Catharine Damron pour avoir consacré ces deux précieuses heures à nous expliquer, à la lumière de son expertise, les relations complexes entre les États-Unis et le Moyen-Orient, un sujet passionnant sur lequel nous avons beaucoup appris.

Ambre AMPE (TS2) et Camille HUMBLLOT (TES1), le 15 novembre 2017 à Fontainebleau.

Camille HUMBLLOT, Ambre AMPE et Catharine DAMRON – Lycée international François 1<sup>er</sup> – 15/11/2017

